

Recherches sociographiques



Guy LACHAPELLE (dir.), *Quebec Under Free Trade*

Jacques Beauchemin

Volume 39, numéro 2-3, 1998

Québec et Canada : deux références conflictuelles

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057221ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057221ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Beauchemin, J. (1998). Compte rendu de [Guy LACHAPELLE (dir.), *Quebec Under Free Trade*]. *Recherches sociographiques*, 39(2-3), 453–456.
<https://doi.org/10.7202/057221ar>

souverain, unitaire et républicain, réussirait-il à assurer le respect des droits des minorités nationales anglophones et amérindiennes et, surtout, à emporter leur adhésion à la nouvelle entité politique ? « En somme, malgré tous les avatars qu'a connus la *nouvelle nationalité* canadienne dont rêvaient Cartier et McGee, leur *communauté politique* supranationale était au moins réalisable au sein d'un régime fédéral à la canadienne ou à la suisse, tandis qu'elle aurait été et serait encore carrément impossible à l'intérieur du régime unitaire et républicain dont le Parti québécois rêve de doter le Québec. Là se trouve le monde qui me sépare de Fernand Dumont » (p. 53-54).

La question posée est sérieuse, certes, et il faudra bien que les souverainistes y donnent réponse, mais l'auteur ne ramène-t-il pas le débat sur le terrain du régime politique à réinventer, délaissant la question symbolique des conflits des appartenances, qui est sans doute au cœur du problème ? Ce faisant, Burelle ne passe-t-il pas à côté de l'examen de la question de fond, qui est précisément celle qui avait retenu l'attention du sociologue qu'il critique ? « Mais pour longtemps encore, l'édification d'un Québec national comme d'un Canada multinational demeure affaire de raison et d'association (de partenariat) avant de devenir affaire d'émotion et d'appartenance quasi instinctives à une patrie commune », soutient Burelle (p. 57). Or n'est-ce pas précisément l'émotion qui a tué l'Accord du lac Meech ? N'est-ce pas aussi de ce côté de l'émotion qu'il faudra trouver une solution à ce qu'il avait si bien nommé : *le mal canadien* ?

Simon LANGLOIS

Département de sociologie,
Université Laval.

Guy LACHAPPELLE (dir.), *Quebec Under Free Trade*, Sainte-Foy, Les Presses de l'Université du Québec, 1995, 410 p.

La question du libre-échange nord-américain et plus généralement du mouvement d'intégration des marchés en fonction des polarisations que l'on sait (Asie, Europe, Amérique du Nord), soulève des enjeux dont l'importance n'est plus à démontrer. Mais les effets de ces derniers sont habituellement davantage pressentis qu'analysés. La consolidation de grands ensembles économiques est ainsi perçue, non sans un certain fatalisme, tout à la fois nécessaire et périlleuse. La situation du Québec est à cet égard particulièrement sensible. Ses principaux partenaires économiques immédiats sont plus puissants que lui, alors que le nouvel acteur qui surgit maintenant à l'horizon, le Mexique, s'avance muni de ses avantages comparatifs. Par ailleurs, l'intégration de plus en plus poussée de l'économie québécoise au continent soulève la question de la viabilité du projet souverainiste auquel adhère aujourd'hui un fort pourcentage de la population. Bref, le Québec ne peut envisager sa participation à l'économie continentale sans prendre en compte les effets de cette intégration sur le projet politique qu'il entretient pour

lui-même simultanément. Il faut cependant s'empresser d'ajouter que la relation apparemment contradictoire entre ces deux grandes déterminations de l'avenir du Québec est loin d'être clairement analysée.

À ce titre, l'ouvrage collectif que dirige Guy Lachapelle se révèle doublement utile. Il fait d'abord le point sur la dimension proprement économique de l'intégration continentale du Québec. Le rappel et l'illustration de la longue histoire des relations économiques entre partenaires américains, canadiens, québécois, et depuis plus récemment mexicains, éclairent les enjeux plus contemporains de cette intégration. Par ailleurs, cette dynamique – économique dans ses fondements – engendre des effets sociaux et politiques « latéraux » auxquels ce livre a le mérite de consacrer près de la moitié de ses 400 pages. La réflexion en sciences sociales n'a pas encore pris, en effet, la pleine mesure des répercussions sociales et politiques de la continentalisation.

Le livre comporte trois parties correspondant chacune à une dimension névralgique de la question. La première porte sur les aspects les plus généraux de la continentalisation du point de vue économique bien sûr, mais aussi sur les plans historique, politique et social qui en sont affecté. Après une démonstration très nuancée de la part de Guy Lachapelle selon laquelle une éventuelle souveraineté du Québec ne modifierait pas la tendance à l'intégration des économies nord-américaines ni ne menacerait véritablement la position du Québec dans ce cadre, Anne-Marie COTTER propose une intéressante mise en perspective des relations qui unissent le Québec au continent depuis le début du XVIII^e siècle. L'auteure éclaire fort bien l'incidence du nationalisme québécois sur la propension historique à orienter les échanges vers les États-Unis davantage que vers l'Angleterre. Dans cette mouvance, le néo-nationalisme de la Révolution tranquille a eu pour effet d'engendrer au Québec une certaine assurance qui lui permet d'envisager sa place dans l'espace libre-échangiste nord-américain. Cela d'autant plus que, comme le montre Pierre-Paul PROULX, les échanges tendent progressivement à s'orienter en fonction d'une appartenance régionale. À cet égard, Maryse ROBERT fait pertinemment remarquer que le Québec se montre plus favorable à la levée des obstacles commerciaux qui entravent ses rapports avec les États-Unis qu'à l'élimination des barrières commerciales qui compliquent ses relations avec ses partenaires canadiens. Le Québec développe ainsi des relations de plus en plus étroites avec ses plus proches voisins américains au détriment d'un renforcement du marché canadien. L'optimisme règne sur l'ensemble des textes de cette première partie. Les velléités autonomistes du Québec ne paraissent pas s'inscrire à l'encontre d'une intégration poussée des économies à l'échelle du continent, pas plus que celle-ci ne paraît devoir invalider par sa nature même le projet souverainiste.

La deuxième partie de l'ouvrage met toutefois en lumière que si autonomie politique et intégration économique ne sont pas nécessairement antinomiques, on ne peut ignorer qu'une intégration de plus en plus profonde des marchés nord-américains affectera, à quelque degré que ce soit, certaines des dimensions les plus fondamentales de la régulation sociale. Consacrée plus spécifiquement aux incidences de l'accord de libre-échange sur les grands paramètres socio-économiques, cette section approche d'un peu plus près ses effets, par exemple, sur

la petite entreprise québécoise, les relations de travail et les sociétés d'État et la question de la privatisation. L'analyse que propose Pierre-André JULIEN montre que les petites entreprises québécoises ont rapidement réagi au libre-échange en modernisant substantiellement leurs méthodes de production et en démontrant une grande capacité d'innovation dans un contexte concurrentiel devenu plus exigeant. Il est toutefois évident qu'un certain nombre de ces entreprises ne survivront pas dans ce cadre nouveau, faute justement de n'avoir pu ou su investir massivement dans de nouvelles technologies. D'un autre point de vue, l'ALENA engendre des effets directement sociaux cette fois lorsque, comme le constate Luc BERNIER, le Québec (tout comme le Mexique d'ailleurs) cherche à privatiser des sociétés d'État non pas seulement dans le but d'en favoriser la compétitivité, mais dans celui d'éviter d'éventuelles disputes commerciales avec les États-Unis qui tendent à associer ce type d'entreprises à de la concurrence déloyale. Les pressions qu'exerce le marché ont ici des répercussions assez claires sur ce que l'on peut appeler des choix de société. De même, Serge DENIS et Rock DENIS observent que le recul du mouvement syndical québécois est en partie attribuable aux pressions du marché. Même si l'on ne saurait associer ce repli relatif aux seuls effets du libre-échange, il est certain que ce dernier a eu pour conséquence, en resserrant la concurrence, de conduire le mouvement syndical à d'importantes concessions dont les actuelles imprécations en faveur du partenariat constituent sans doute les manifestations les plus repérables.

La troisième partie de l'ouvrage contribue à mettre en évidence les effets les plus critiqués du libre-échange, notamment la question des politiques sociales. Quatre domaines font l'objet d'analyses: l'environnement, l'agriculture, la culture et le couple télécommunication et technologies de l'information. Curieusement, les articles portant sur la culture et les nouvelles technologies de l'information font peu ressortir les incidences de la continentalisation sur ces secteurs. On aurait souhaité lire, au moins pour ce qui touche la question de la culture, une analyse véritable des suites du libre-échange sur la culture québécoise plutôt que l'historique, au demeurant très bien fait, de l'intervention étatique dans cette sphère. L'environnement et l'agriculture sont, eux, véritablement analysés dans leur rapport à l'intégration économique continentale. Il paraît clair en effet que les politiques environnementales du Québec seront de plus en plus arrimées aux objectifs que se donneront ses partenaires économiques. Ici, le cadre libre-échangiste n'aura pour aboutissement que de faciliter la mise en commun de ces préoccupations sans pour autant pouvoir engendrer, du moins à court terme, de véritables politiques concertées. Frederic C. MENZ suggère que c'est davantage par le biais d'ententes commerciales relatives aux émissions polluantes qu'une éventuelle harmonisation des politiques environnementales pourrait voir le jour. Historiquement, l'agriculture a appelé, au contraire, une intervention politique active. Benoît-Mario PAPILLON rappelle que ce domaine est l'objet d'âpres discussions qui toutes soulèvent de diverses manières le problème des politiques protectionnistes ou de soutien des produits agricoles. L'auteur estime que l'avenir de l'agriculture québécoise dépend de sa capacité à survivre sans le soutien actif des politiques protectionnistes ou subventionnaires dans la mesure où la continentalisation aura tôt ou tard pour effet d'éliminer de telles politiques.

Dans ces deux derniers cas, les conséquences du libre-échange sont manifestes au point où les auteurs, sans autre discussion, souhaitent (dans le cas de l'agriculture) ou supposent (dans le cas des politiques environnementales) que les lois du marché servent à régulariser ces champs d'activités. Voilà qui nous suggère la pertinence qu'il y aurait eue à intégrer à cet ouvrage un chapitre consacré plus directement à la critique de l'intégration continentale. Pas question, certes, de prêcher un quelconque retour en arrière non plus que de préconiser un improbable repli du Québec sur lui-même, mais peut-être aurait-on pu accorder plus de place à la critique.

Si cet ouvrage, en raison de l'optimisme modéré qui s'en dégage, ne reprend pas à son compte les accents fatalistes actuellement si répandus, on aurait quand même pu souligner, d'une manière où d'une autre, que le processus dont il est question se déploie largement en « l'absence de l'homme », pour emprunter à Fernand DUMONT, dans le mépris aussi des choix qu'une société peut vouloir faire pour elle-même au nom de la solidarité et du soutien aux démunis, au nom d'un projet enfin qui soit autre chose que l'ajustement optimal aux impératifs de la concurrence. Cela dit, on saluera la grande probité intellectuelle des divers collaborateurs et par-dessus tout une louable propension à la nuance.

Jacques BEAUCHEMIN

*Département de sociologie,
Université du Québec à Montréal.*

Roch CÔTÉ (dir.), *Québec 1998*, Montréal, Fides / Le Devoir, 1997, 347 p.

Roch CÔTÉ (dir.), *Québec 1997*, Montréal, Fides / Le Devoir, 1996, 458 p.

Chaque automne paraît chez Fides un annuaire qui dresse un bilan de l'année politique, économique, sociale et culturelle au Québec. Conçu sur le modèle de *L'État du monde* (publié depuis plus de quinze ans par les Éditions La Découverte), ce petit annuaire de format compact renferme deux grandes parties. La première, qui dans l'édition 1998 occupe une place plus importante que dans l'édition 1997, offre une analyse de certaines grandes tendances que connaît la société québécoise. La seconde, plus traditionnelle pour un annuaire, fait la rétrospective de l'année écoulée relativement aux différents domaines de la vie au Québec. Un premier découpage, classique, y distingue le politique (jumelé dans l'édition 1998 avec le social) de l'économique et du culturel. Un second plus fin permet d'accéder à différents thèmes caractéristiques de chacune des dimensions. Comme tout découpage, il peut paraître discutable, en l'occurrence du fait du classement des débats d'idées dans la section de la vie culturelle (cela se conçoit certes) plutôt que dans la section qui touche la vie politique et sociale, et du classement du débat linguistique, à l'inverse, dans la dernière plutôt que dans la première (cela se conçoit également). Plus contestable, en revanche, nous semble être le traitement réservé à